

John Helmer : Quand on veut "Russiagate" les dossiers Epstein

John Helmer est l'un des journalistes occidentaux en poste à Moscou depuis le plus longtemps. Helmer aborde la signification des dossiers Epstein, les tentatives de lier le scandale à la Russie, ainsi que les divisions politiques qui se sont accentuées à Moscou. Jeffrey Epstein et la manœuvre Poutine : <https://johnhelmer.net/jeffrey-epsteins-putin-hustle-was-a-decade-long-failure-but-his-story-keeps-proving-american-exceptionalism-is-a-failure/> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous recevons une fois de plus John Helmer, l'un des journalistes occidentaux en poste à Moscou depuis le plus longtemps, depuis 1989 si je ne me trompe pas. Merci d'être venu dans l'émission pour parler des dossiers Epstein et, je suppose, de leur complexité et de leur impact sur la politique internationale.

#John Helmer

Merci de m'avoir invité. C'est bon d'être de retour.

#Glenn

Alors, eh bien... nous pouvons commencer par ce qui est maintenant présenté comme la connexion russe. C'est-à-dire qu'Epstein aurait apparemment essayé, par plusieurs canaux, d'obtenir une rencontre avec Poutine. Mais selon les preuves, ces tentatives semblent avoir échoué. Pourtant, on voit que cela est utilisé, dans une certaine mesure, par l'establishment médiatico-politique pour relier la Russie au scandale et même suggérer qu'il était un agent russe. Je me demandais si, oui, peut-être que nous pourrions commencer par la connexion russe dans toute cette affaire.

#John Helmer

Commençons, oui, par établir un certain nombre de contextes généraux. Et lorsque nous en venons aux détails des tentatives d'Epstein de se rapprocher de la Russie, elles aboutissent toutes à rien. Mais plaçons cela dans ce type de contexte. Tout d'abord, la politique de pouvoir est une affaire

assez explosive dans chaque pays, et chaque bûche ajoutée alimente le feu — chaque feuille de papier. Le scandale Epstein est évidemment une question majeure dans la politique américaine. Et il y a des associés individuels d'Epstein : Mandelson en Angleterre, Jagland en Norvège, Lajčák en Slovaquie, et, euh, comment s'appelle-t-il, Lang à Paris. Tous ces individus constituent un combustible politique dans leurs pays respectifs, dans leurs contextes politiques particuliers. En Russie et aux États-Unis, nous avons un contexte inhabituel — les deux sont en guerre l'un contre l'autre. C'est très important.

Deuxièmement, ils essaient de négocier pour sortir de cette guerre. On pourrait appeler cela l'histoire de deux élections de mi-mandat. Trump fait face à une élection de mi-mandat, où il est probable qu'il perde un soutien important au Congrès. Et le président Poutine fait lui aussi face à une élection de mi-mandat, le 20 septembre, au cours de laquelle, si les politiques actuelles de la banque centrale sont maintenues sans percée politique ou militaire sur le front, il est probable qu'il y ait un mécontentement politique considérable, de la déception et peut-être même une réaction de rejet en Russie. Nous avons donc des crises de mi-mandat imminentes pour les deux pays. Dans ce contexte, nous avons un autre problème général. Pour une raison ou une autre, dans tous les pays, les gens ont oublié ce que font les classes dirigeantes lorsqu'elles ne sont pas observées — le fait qu'elles ont des relations sexuelles, le fait qu'elles traitent leurs partenaires sexuels de manière abusive, le fait que cela n'a rien de nouveau.

Et ce n'est pas nouveau pour les classes dirigeantes. Il suffit de lire les mémoires de Casanova pour comprendre comment les gens se comportaient dans les cours européennes des XVII^e et XVIII^e siècles. Quelqu'un croit-il vraiment que lorsque Henri VIII partait à la chasse, après leur retour au pavillon, il n'y avait pas de femmes forcées, recrutées, réduites en esclavage — Dieu sait quoi encore ? Étaient-elles des adultes consentantes ? Étaient-elles des enfants ? Nous savons ce que font les classes dirigeantes. Le problème, c'est qu'Epstein, en tant que gestionnaire financier relativement amateur — gérant des montages d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent — a vu son importance exagérée, tout comme il a exagéré sa propre importance, tandis que les gens oublient de suivre l'argent, de suivre les clients et d'analyser le fonctionnement réel de ses affaires. Ce sont donc des contextes généraux.

Je suis heureux d'en parler. Mais pour un homme qui a été un blanchisseur d'argent et un conseiller en évasion fiscale mineure pour deux clients qui dominaient ses transactions financières — Leslie Wexner et Leon Black — deux clients qui ont contrôlé ses affaires pendant plus d'une décennie, le voir essayer d'approcher la Russie et les oligarques russes pour leur vendre ce qu'il pensait être des idées originales d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent est assez ironique. C'est ironique parce que les oligarques russes avaient déjà mis au point leurs propres systèmes de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale dix ans avant qu'Epstein n'entre en scène. Et ils disposaient déjà de leurs propres réseaux aux États-Unis, en Europe et dans le monde pour le faire. Ce que nous avons pour le moment, donc, ce sont les détails de ce qu'il a essayé de faire, et ceux-ci ont été exagérés parce que les courriels peuvent être mal interprétés.

Dans la presse anglaise, ils ont essayé de le faire apparaître dans les colonnes du, disons, Telegraph ou du Times — pour donner l'impression qu'il était un agent russe. Dans d'autres médias, ils ont tenté de faire croire qu'il était proche d'oligarques russes à New York. Nous pouvons examiner les faits. Les faits sont que, si vous allez — et notre public qui doute de ce que je vais dire peut le faire — à la bibliothèque Epstein et que vous recherchez les noms. Tapez "Poutine", et vous obtiendrez environ 1 021 résultats. Croyez-moi, les lire est un travail fastidieux. La plupart sont des coupures de presse que les bureaux d'Epstein à New York ou ailleurs recevaient de toutes sortes de sources.

Et ce qui est intéressant chez eux, c'est qu'ils ne sont pas particulièrement compétents. Ils ne témoignent d'aucun réel effort pour comprendre la politique russe. On lui envoyait des extraits du Washington Post, du New York Times, du Wall Street Journal. Alors, que peut-on apprendre sur la politique russe à travers ces médias ? Rien d'autre que de la désinformation. Epstein était trop ignorant pour faire la différence entre la désinformation, la désinformation et la vérité d'une affaire quelconque. Il avait un cerveau de seconde zone, flanqué d'un énorme ego, et beaucoup d'argent passait par ses poches. Il confondait la différence entre sa poche et son cerveau — et aussi sa braguette. Ce qu'il a essayé de faire, c'est d'utiliser le Norvégien Thorbjørn Jagland pour approcher Poutine.

Il a essayé d'utiliser le Slovaque Miroslav Lajčák, qui avait été ministre des Affaires étrangères et avait rencontré Sergueï Lavrov à quatre reprises, pour organiser une rencontre. Il a également tenté de solliciter Ehud Barak, l'ancien Premier ministre israélien et chef du renseignement militaire, qui avait rencontré Poutine à deux reprises lorsqu'il était Premier ministre en 2000 et 2001, afin d'organiser une entrevue avec Poutine. Tout ce qu'il a obtenu en retour, ce furent des propositions d'invitations au Forum économique de Vladivostok — que vous connaissez très bien — ou au Forum économique de Saint-Pétersbourg, que vous connaissez tout aussi bien, ou encore à un ou deux de ces forums d'affaires dans des lieux comme Sotchi, où, à titre d'appât, on lui proposait une poignée de main dans la foule — une poignée de main avec le président de la Russie au milieu d'hommes d'affaires, tous en train de vendre quelque chose, surtout eux-mêmes.

Epstein a refusé et a insisté — on peut le voir dans les échanges d'e-mails — pour une rencontre en tête-à-tête. Que pensait-il offrir à Poutine ? Que disait-il à ces intermédiaires ? Il croyait détenir un projet numérique ou de cryptomonnaie qui ferait de la Russie un leader mondial des transferts en cryptomonnaie, et il pensait pouvoir le vendre à Poutine tout comme il l'avait vendu à ses clients américains spécialisés dans l'ajustement ou l'optimisation fiscale. Eh bien, peut-être que la famille Chomsky s'y est laissée prendre. Peut-être que Stephen Bannon s'y est laissé prendre. Peut-être que Wexner et Black s'y sont laissés prendre. Mais eux étaient Américains, et ils n'étaient ni aussi expérimentés dans l'évasion fiscale que les oligarques russes, ni aussi aguerris face aux tromperies, aux vendeurs et aux bonimenteurs américains que Poutine l'était déjà.

Alors, ils ont refusé. Quand Epstein a découvert qu'il ne pouvait pas obtenir un entretien en face à face avec Poutine, il a essayé diverses autres choses. On peut voir dans les e-mails qu'il a demandé à sa secrétaire de lui réserver un vol pour la Crimée. Il a tenté cela deux années de suite — en 2012

et 2013. Il n'est jamais allé en Crimée. Il n'est jamais allé à Moscou. Que cherchait-il à faire chez lui, à Manhattan ? Il a essayé de s'inviter aux fêtes de Roman Abramovitch. Il a tenté d'attirer Len Blavatnik à ses dîners. On lui avait dit que Blavatnik était proche de Poutine. C'est absurde, mais peu importe.

Blavatnik était russe — russo-juif — de taille oligarchique à Moscou, New York et Londres, comme vous le savez, et il était considéré comme un oligarque russe. Cette partie est vraie. Blavatnik a poliment décliné l'invitation à ses dîners. Il a essayé de courtiser Oleg Deripaska. Il a essayé de courtiser Prokhorov. J'ai suivi chacun des oligarques, surtout ceux ayant des liens avec les États-Unis, et il a échoué à chaque fois. Aucun d'eux ne s'est présenté. Je ne trouve aucune trace de leur présence à un déjeuner, un dîner ou dans un avion. Pourquoi auraient-ils eu besoin de son avion ? Ils en avaient de bien plus grands eux-mêmes. Ils avaient leurs propres îles, leurs propres bateaux. Que vendait-il ?

Eh bien, on peut voir d'après tous les dossiers qu'il vendait des services de conseil en art. C'est une autre méthode pour faire circuler des actifs à l'intérieur et à l'extérieur des paradis fiscaux. J'ai fait beaucoup de recherches sur la manière dont les oligarques échappent à l'impôt et déplacent leur argent. Il n'y avait rien de vraiment original dans ce que faisait Epstein — rien qu'ils ne connaissaient déjà. Et la plupart d'entre eux sont relativement polis. Quand un promoteur immobilier de Manhattan a approché Epstein pour qu'il fasse venir deux Russes afin de visiter et peut-être acheter sa maison de ville à Manhattan, j'essaie de me souvenir qui c'était. L'un d'eux, je crois, était Alexeï Kouzmichev, l'un des oligarques du groupe Alfa. Et l'autre, c'était Abramovitch.

Ce qu'Epstein a répondu par e-mail, c'est qu'il avait déjà vu Abramovich, et qu'Abramovich lui avait proposé 250 millions de dollars pour sa maison de ville, offre qu'il avait refusée. C'est une pure invention. D'abord, Abramovich ne s'est jamais présenté. Ensuite, sa maison à Manhattan valait bien moins, tant en valeur qu'en taille, que la rangée de maisons qu'Abramovich avait lui-même achetées. Et 250 millions de dollars représentaient, si je ne me trompe pas, environ cinq fois la valeur marchande de la maison à l'époque. Penser qu'un oligarque aurait pu commettre une telle erreur montre le niveau de sa curiosité et sa capacité à se renseigner sur les Russes. Celui avec qui il semble avoir eu un lien — mais pas directement — était Dmitry Rybolovlev, l'oligarque du potasse, qui faisait des allers-retours à Miami pour acheter la maison de Trump.

Et il y a quelque chose dans les dossiers Epstein à propos d'une tentative de Trump et d'Epstein pour sauver Trump de la faillite en trouvant quelqu'un prêt à acheter une maison — ou une sorte de combinaison immobilière — à un prix bien supérieur au marché. Cela constituait un pot-de-vin, un transfert financier. On ne sait pas très bien ce qui s'est passé, mais Rybolovlev n'a eu aucun contact ni avec Epstein ni avec ses intermédiaires. En résumé, Epstein a essayé pendant une décennie et a échoué — échoué politiquement à un haut niveau, échoué avec les oligarques russes — et il a échoué pour plusieurs raisons. L'une d'elles était son ignorance, son exceptionnalisme américain, pensant qu'il avait quelque chose à offrir que les Russes n'avaient pas déjà imaginé ou dont ils n'avaient pas déjà l'expérience.

Et son absence de curiosité intellectuelle — il n'en avait aucune de ces qualités. Et aucun des Européens qu'il utilisait comme intermédiaires, contacts ou liens — Barak, Jagland, Leitchuk et d'autres. Il y avait un Émirati nommé Salaim, qui a démissionné hier de son poste dans l'entreprise. Aucun de ces individus n'avait une grande compétence en russe. Aucun d'eux n'avait rencontré Poutine en tête-à-tête, toujours en groupe. Et Epstein n'avait aucune curiosité. Il n'a montré aucune curiosité dans ses échanges avec eux à propos de la Russie. La seule personne — et c'est significatif, bien que non mentionné dans la presse russe — avec qui il a déjeuné, avec qui il a eu un contact personnel, était Vitaly Churkin.

Vitaly Churkin était un très bon ambassadeur russe auprès des Nations unies — un orateur talentueux, plein d'esprit et accompli — qui est mort prématurément en février 2017. Les documents montrent que Churkin avait accepté de rencontrer Epstein dans sa maison de Manhattan et qu'il avait été sollicité pour revenir. Il ne fait aucun doute que Churkin l'a rencontré plus d'une fois, peut-être une demi-douzaine de fois. On peut dire que ces rencontres constituaient un lien diplomatique régulier. À l'époque, Churkin savait qu'Epstein était impliqué avec des personnes comme Tom Barrack, un important financier de la première campagne de Trump. Barrack est aujourd'hui ambassadeur des États-Unis — l'ambassadeur de Trump en Turquie — et un acteur majeur de la politique syrienne. Barrack était un financier.

Il est raisonnable que Churkin soit allé voir Epstein pour rencontrer d'autres personnes et écouter les rumeurs. Mais ensuite, Churkin a fait une chose qui était sans doute inappropriée : il a demandé à Epstein de rendre le service de trouver un emploi pour son fils, Maxim — et Epstein a arrangé cet emploi. Les courriels montrent que, tant avant la mort de Vitaly Churkin qu'après, Maxim Churkin a maintenu une relation. Je ne dis pas qu'il y a là quoi que ce soit d'immoral. Je dis simplement que c'est le seul responsable, d'après les documents que j'ai pu consulter, qui ait interagi avec Epstein et échangé des faveurs. Ce n'est pas grand-chose, et cela n'a rien à voir avec le président Poutine, le Kremlin ou les accusations relayées par Le Monde, le Telegraph ou les autres torchons que les gens lisent en Europe.

#Glenn

Eh bien, il semble que Jagland, l'ancien Premier ministre de Norvège qui a ensuite été secrétaire général du Conseil de l'Europe, ait exagéré ses liens ou son influence avec Poutine afin de se vendre à Epstein et d'obtenir des faveurs. Mais encore une fois, c'est ce que font les trafiquants d'influence : ils offrent des connexions, puis ils veulent quelque chose en retour. Il a donc, dans une large mesure, simulé cela, car il n'était de toute façon pas en mesure d'organiser une rencontre avec Poutine. Mais selon toi, qu'est-ce qu'Epstein voulait réellement des Russes ?

C'est-à-dire, évidemment, vous avez dit que ce qu'il proposait aux Russes ne les intéressait pas. Mais s'agit-il simplement, vous savez, d'avoir un lien avec le président de la Fédération de Russie comme une sorte de monnaie d'échange pour gagner de l'influence en Europe et aux États-Unis ? Ou bien,

en parcourant les dossiers, y avait-il des preuves de choses précises qu'il voulait obtenir de tout cela ? Ou encore, lorsqu'il demande toutes ces réunions et une introduction à Poutine, y a-t-il la moindre indication de ce qu'il cherche réellement à accomplir avec cela ?

#John Helmer

Je pense que tu l'as très bien exprimé, Glenn. Et l'affaire Jagland, si elle est portée devant les tribunaux en Norvège, mettra en évidence plusieurs des points que tu as soulevés. Oui, Jagland a exagéré son propre pouvoir personnel. Il n'a jamais rencontré Poutine autrement qu'en tant que membre d'une délégation — soit avec d'autres responsables norvégiens, soit avec le Conseil de l'Europe — et il ne l'a jamais rencontré en tête-à-tête. Il a toujours échoué lors de ces réunions, car la partie russe était de plus en plus préoccupée par les sanctions européennes, et Jagland n'a jamais réussi à obtenir la moindre modification ou atténuation de la ligne européenne, de plus en plus agressive, à l'égard de la Russie. Oui, je pense que tu as bien saisi le point essentiel. Epstein, en lisant des journaux comme le Wall Street Journal, le Washington Post, le New York Times, et d'autres, comprenait que Poutine était une figure majeure sur la scène mondiale.

Il pensait donc qu'en organisant une réunion, il pourrait établir quelque chose qu'il pourrait ensuite vendre à d'autres comme sa connexion avec la Russie. Et il répète ce *modus operandi*. C'est une arnaque classique, une combine typique des soi-disant gestionnaires financiers. Genève et Zurich en regorgent — des dizaines. Le Liechtenstein aussi. Sans doute qu'Oslo compte plus qu'une poignée de gestionnaires financiers qui disent à leurs clients que, moyennant des honoraires spéciaux plus un pourcentage, ils peuvent leur procurer des informations privilégiées grâce à leurs contacts — qu'il s'agisse d'actions sur le point de grimper, de contrats gouvernementaux sur le point d'être signés, de navires sur le point d'être affrétés, ou de toute autre affaire. Le gestionnaire financier, soi-disant, vend des informations privilégiées grâce à des connexions supposées.

Oui, c'est bien ce qu'il faisait. Cependant, je dois souligner que les enquêtes de la presse sur ses délits sexuels dépassent largement les capacités de Forbes, du Wall Street Journal et des autres à examiner sa situation financière — et elle n'était pas brillante. On peut voir dans l'analyse de Forbes qu'il a réussi à constituer une soi-disant fortune d'environ 530 millions de dollars, composée à peu près pour moitié de liquidités et pour moitié d'immobilier. Il vaut la peine de se demander quelle part de cette somme il a volée à ses clients. Vous savez, il est très courant, surtout en Suisse, au Liechtenstein et à Londres, que des gestionnaires financiers de ce type détournent le capital de leurs clients.

Ils volent le capital parce qu'ils pensent pouvoir s'en tirer. Pour eux, c'est comme voler un voleur. Pourquoi Wexner paie-t-il un gestionnaire financier 200 millions de dollars, puis rompt-il plus tard les relations et récupère-t-il 100 millions ? La réponse honnête ne sera trouvée que lorsque Wexner sera placé devant le Congrès, sous serment, et contre-interrogé — ou mieux encore, devant un tribunal.

Les États-Unis disposent de la loi RICO — la loi sur les organisations influencées et corrompues par le racket — qui les coïncerait tous : Wexner, Black, Noam Chomsky, Stephen Bannon, tous. Ils s'engagent dans une conspiration, comme on dit en droit, avec un crime sous-jacent.

La fraude fiscale est l'un de ces crimes ; le délit d'initié en est un autre. Entre les deux, il y a une impasse Trump. L'administration Trump a ouvert les dossiers du ministère de la Justice dont nous parlons maintenant, mais elle a refusé d'ouvrir ceux du département du Trésor. Ces derniers montrent des transactions — plus de 4 200, selon le sénateur Wyden, un démocrate de l'Oregon. Ils révèlent plus d'un milliard de dollars transitant par un seul compte, toujours selon la commission Wyden. Les démocrates n'ont pas réussi à contraindre les républicains à ouvrir les dossiers financiers. Donc, pour revenir en arrière, Forbes a mis fin à ses enquêtes sur le sujet — eh bien, nous ne savons pas pourquoi ce petit nombre de payeurs de frais a payé autant.

Mais je peux vous dire, d'après mon expérience en matière de vérification préalable — conseil en art, montages d'assurance, entrepôts francs, évasion fiscale via Chypre, multiples montages de transferts utilisés — que ce qui se passe ici est une conspiration pour éviter l'impôt dans le pays d'origine. Cela repose sur la confiance envers un petit groupe de collaborateurs — généralement deux ou trois avocats, deux ou trois comptables — et de nombreuses autres personnes qui font circuler l'argent à travers des dizaines de sociétés et des centaines de noms et de comptes pour le dissimuler. Et si un conseiller comprend la nature criminelle du montage, il détourne le capital. Il existe une affaire célèbre, très célèbre, d'un tel montage impliquant Dmitry Rybolovlev et son conseiller en art, Yves Bouvier, en Suisse. Tout a commencé lorsque Rybolovlev a soupçonné que Bouvier lui faisait payer trop cher pour des tableaux majeurs.

Par « grandes peintures », j'entends une œuvre de Léonard de Vinci qui se serait vendue environ 450 millions de dollars. Gardez à l'esprit qu'il ne s'agit pas d'amateurs d'art. Le conseiller financier ou artistique n'enseigne pas à quelqu'un qui sont Rembrandt ou Da Vinci — il utilise de l'argent chaud, le fait transiter par le marché de l'art, stocke le tableau dans un entrepôt à l'aéroport de Genève, puis le revend pour des plus-values non imposées. Voilà, en gros, le stratagème. Lorsque Rybolovlev s'est adressé aux tribunaux en Suisse puis à Sotheby's à New York, la défense de Bouvier était complexe. Il a essentiellement été acquitté de la surfacturation de la marchandise au client et n'a jamais été accusé ni condamné pour vol, ce dont Rybolovlev l'avait pourtant accusé — fraude et vol. Dans le cas d'Epstein, cela ne concernait pas seulement l'art.

Cela concernait les actions, les titres, les assurances, les primes, l'immobilier, les fausses faillites — tout ce que vous pouvez imaginer. Mais nous n'avons encore rien vu de comparable au fond de cette affaire. Donc, pour revenir à votre question : si nous en arrivions aux transactions financières, si nous examinions chaque individu, nous nous retrouverions dans une situation où un grand nombre d'Américains commettraient des infractions relevant du RICO, que l'administration Trump ne veut pas poursuivre. Voilà où nous en sommes — avec un homme qui vend essentiellement des relations à une poignée de clients disposant d'argent douteux qu'ils veulent lui faire écouler pour un rendement de 5 % ou 10 %. Et puis ils s'aperçoivent qu'il détourne des sommes bien plus importantes. C'est

ainsi qu'on explique ces montants considérables. Lorsque l'on en vient aux interprétations russes de ce qui se passe, on entre dans un autre type de politique — et peut-être en parlerons-nous aussi.

#Glenn

Je voulais quand même poser une question — au-delà de l'évasion fiscale et du blanchiment d'argent — je me demandais comment vous percevez le problème systémique de ce type de gouvernance de l'ombre au sein des réseaux d'élite. J'imagine que, dans ce domaine, le cas norvégien se distingue, car, du moins dans ce pays, les gens ont été choqués. C'est un petit pays, environ cinq millions d'habitants, et pourtant il est si largement représenté dans les dossiers Epstein. Il y a énormément de contacts. Et encore une fois, de mon point de vue, cela a parfaitement du sens si l'on considère où le gouvernement place son argent. Le gouvernement norvégien nourrit cette ambition de devenir une superpuissance humanitaire internationale. Il va dépenser des milliards en aide — mais quand ils disent « aide », il ne s'agit pas de nourrir les pauvres.

Cet argent est ensuite acheminé par le biais d'ONG et de groupes de réflexion, créant essentiellement une immense mangeoire où les politiciens peuvent revenir sans cesse. Il existe donc une circulation des élites — chacun ayant intérêt à se protéger mutuellement. Et ces politiciens peuvent aussi acheter de l'influence pour eux-mêmes. Ils peuvent bâtir leur carrière, acheter des postes dans des institutions internationales et récupérer de l'argent supplémentaire. Encore une fois, il ne s'agit pas seulement des ONG. Une grande partie de ce qu'ils appellent « l'aide », provenant de l'argent des contribuables, va même à la Fondation Clinton et à des organisations similaires. Ainsi, ils procèdent de cette manière et finissent par occuper des postes confortables dans des institutions internationales, accédant à des réseaux puissants.

Vous savez, Hillary Clinton se rendra en Norvège pour dîner avec eux, et c'est payé par le contribuable. Et ce n'est pas toujours dans l'intérêt national — c'est aussi une question de faire avancer leur propre carrière. Cela permet en gros aux politiciens d'élaborer leur propre politique. Comme notre ancien ministre des Affaires étrangères, Brende — il figurait aussi dans les dossiers Epstein. Maintenant, il dirige le Forum économique mondial, et il dit en substance à Epstein que, oui, cela peut remplacer les Nations unies. Ce sont des choses qu'ils ne diraient jamais en public. Mais voilà le problème : quand on injecte des centaines de millions, voire des milliards, dans ces organisations non gouvernementales, elles agissent en dehors du contrôle de l'État ou de tout examen public.

Cela permet donc au gouvernement de mener ses propres politiques sans être soumis à un véritable examen. Cela permet aussi aux politiciens d'y mettre la main, et cela devient une vaste opération d'influence. Par exemple, l'un des politiciens qui a dirigé le processus de paix d'Oslo dans les années 1990 — Epstein a laissé dix millions de dollars à ses enfants. Je ne sais pas exactement pourquoi, mais probablement pas uniquement par générosité. Ils échangent des faveurs. Ils utilisent l'argent public pour s'acheter des positions d'influence, puis ils peuvent s'en servir pour se faire réélire, obtenir de bons postes, toucher des commissions. Mais le problème est bien plus large, à mon sens,

car dès lors que la gouvernance internationale passe par des ONG, il n'y a plus de véritable responsabilité.

Ainsi, par exemple, en 2019, les politiciens versaient tous des larmes de crocodile — « Nous devons aider l'Ukraine, nous devons soutenir la démocratie. » Mais ce que le gouvernement a fait, c'est financer cette ONG, le Ukraine Crisis Media Center. Après que 73 % des Ukrainiens ont voté pour le mandat de paix de Zelensky, ou sa plateforme de paix, afin de conclure la paix avec le Donbass et la Russie et de mettre en œuvre les accords de Minsk, cette ONG — financée par notre gouvernement ici, ainsi que par les gouvernements occidentaux et le National Endowment for Democracy — a essentiellement tracé des lignes rouges, déclarant qu'il était interdit de céder sur l'un quelconque des points sur lesquels il s'était présenté, et qu'il n'était même pas permis de négocier avec la Russie sans que l'OTAN soit présente dans la salle.

C'est donc en quelque sorte la ligne rouge que nous devrions tracer. Mais tu ne pourrais pas faire cela ouvertement — tout comme l'ancien ministre des Affaires étrangères n'a pas le droit de dire clairement qu'il faudrait remplacer l'ONU par le Forum économique mondial. Mais, tu sais, à travers ces réseaux cachés, on peut faire tout ce qu'on veut. Je suppose donc que ce qui m'inquiète maintenant, c'est le nettoyage — les conséquences. Ils vont simplement chercher des cas individuels, quelques brebis galeuses, tout en avertissant : « N'essayez pas de faire tomber tout le système. C'est du MAGA. Ce n'est pas ce que nous voulons. » Et, au final, les élites décideront de se pardonner et de passer à autre chose.

Et toute personne qui le critique serait qualifiée d'acteur anti-étatique, cherchant à semer la méfiance envers le gouvernement et peut-être même au nom d'un gouvernement étranger. Et à partir de là, ils passeront à autre chose, et le système lui-même ne changera pas. Voilà à quoi servent tous ces milliards injectés dans ces soi-disant « organisations non gouvernementales » dirigées par l'État — ce qui est un oxymore s'il en est. Mais oui, je me demande, comment vois-tu les choses évoluer ? Parce que tu as mentionné qu'aux États-Unis, il n'y a pas vraiment d'arrestations. Les médias semblent simplement essayer de détourner l'attention avec Russiagate, toute cette histoire. Euh...

#John Helmer

Eh bien, écoute, tu l'as très bien dit, Glenn. En substance, tu as décrit une partie de la structure du pouvoir impérial, et soudain, à travers les documents Epstein, on voit comment fonctionne l'impérialisme — sur les plans financier et économique. Maintenant, la Norvège est un acteur majeur, je n'ai pas besoin de te le dire — tu l'as très bien formulé — dans le domaine du transport maritime, et pourtant je n'ai pas vérifié si certains des projets maritimes ou des oligarques du secteur en Norvège étaient impliqués. Je ne le pense pas. La Norvège est une grande puissance pétrolière et gazière, et comme tu l'as dit, elle exerce, par son influence et par la portée de ses ONG, un vaste réseau d'organisations de propagande et de groupes de réflexion qui prétendent être indépendants mais qui, en réalité, mènent la guerre contre la Russie.

Ainsi, l'empire — l'organisation impériale dirigée par les États-Unis contre la Russie dans cette guerre — se révèle en partie. Et je pense que vous avez fait un très bon point pour notre public : des individus seront rendus coupables, et ils démissionneront. Ils démissionneront à cause de leur présence sur un avion en route vers une fête sexuelle. Ou bien nous entendrons une histoire de chantage israélien sur certaines personnes, d'un rôle du Mossad, ou encore d'une agence russe. Ce sont des diversions. En Russie, il y a quelqu'un comme Alexandre Douguine, considéré comme un philosophe russe respectable, qui dit — et je regarde le document pour vous donner ses mots — que cet empire est satanique.

Et nous avons également eu des récits tirés des dossiers Epstein — les photos de sa maison et les allégations de pratiques sataniques, de saignées, de torture, et tout cela. Ce que nous n'avons pas, c'est une redécouverte de la domination impérialiste à l'ancienne. Ce que nous avons, en revanche, c'est chaque pays qui tente de rester dans le système impérial actuellement en guerre sur le champ de bataille ukrainien et ailleurs — préserver le système, mais écarter quelques brebis galeuses prises la main dans le sac, pour ainsi dire. Cela ne signifie pas que nous devons traiter à la légère ou de manière inappropriée l'immoralité de l'exploitation des jeunes femmes, en particulier des jeunes femmes russes.

Ce fut, pour ainsi dire, le seul succès russe qu'Epstein ait jamais eu. Il a recruté des femmes russes pour jouer le rôle de prostituées lors de certaines de ces soirées. C'est tout. Mais l'histoire de sexe, l'histoire d'Israël, l'histoire de satanisme, la version de Douguine — tout cela détourne l'attention des mécanismes financiers sous-jacents de la domination impériale américaine en Europe, dans laquelle la Norvège joue un rôle subordonné et affilié. Oui, mais maintenant, pour rendre ce point pertinent à notre conversation sur la Russie, nous faisons face en ce moment à une crise très sérieuse à Moscou concernant les conditions dans lesquelles la Russie peut s'entendre avec l'administration Trump sur la paix sur le champ de bataille ukrainien.

Et pour la première fois dans mon souvenir, le ministre des Affaires étrangères est activement critiqué selon la ligne de Kirill Dmitriev concernant les négociations. Le président Poutine vient de modifier la délégation qui se rendra — où allons-nous cette fois — à Genève, la semaine prochaine, pour les discussions avec la délégation ukrainienne. Il a démilitarisé la délégation et remis Vladimir Medinsky aux commandes. Nous avons actuellement une grave crise d'élaboration des politiques sur le front de la guerre à Moscou, dans laquelle Kirill Dmitriev est en train de l'emporter. C'est significatif si l'on regarde Dmitriev. Que dit-il à propos de l'affaire Epstein ? Il met en avant le sexe, il met en avant le satanisme, il met en avant la culpabilité de Mandelson, et il évite soigneusement toute forme de critique envers l'administration Trump.

Il cherche en réalité à apaiser et à se concilier l'administration Trump, qui comprend des personnes avec lesquelles il a déjà négocié. Et si nous voulons savoir sur quels termes Dmitriev négocie, il suffit de regarder les conditions dont Ritkov, Lutnik, Besant, Kushner et Josh Gruenbaum ont discuté avec Dmitriev à Miami et ailleurs. Ce mémo, ou le résumé de certains points, est paru dans Bloomberg il y

a environ vingt-quatre heures. Je suis donc entièrement d'accord avec toi, Glenn. Ce que nous avons ici, c'est de l'impérialisme financier américain et anglo-américain à l'ancienne, et il y a beaucoup de personnes que tu invites à ton émission qui sont des experts du fonctionnement de ces systèmes — à l'œuvre auprès de négociateurs russes comme Kirill Dmitriev — pour s'assurer qu'ils apportent à la table une forme de négociation que le président Poutine ne veut plus voir représentée par le groupe de l'amiral Yakoshtchikov.

Voilà un exemple de ce qu'on pourrait appeler un impérialisme appliqué, où l'un des partis russes tente de détourner l'attention de la structure sous-jacente. Pourquoi ? Parce que la théorie à Moscou veut que la Russie puisse faire avancer ses intérêts en concluant un accord avec ces mêmes éléments. En même temps, il existe une importante faction russe — probablement la majorité du Conseil de sécurité — qui affirme que la Russie ne peut pas conclure d'accord avec ces éléments du côté américain. Nous avons donc ici une politique « à la Epstein » appliquée, et ils la prennent très au sérieux.

#Glenn

Eh bien, selon toi, quelle serait la conséquence de cet effort visant essentiellement à "russifier" les dossiers Epstein ? Parce que toute la leçon des précédentes versions de ce genre d'affaire, c'est que c'est très imprévisible. Par exemple, si l'on remonte à 2016, le Russiagate original concernait avant tout la politique intérieure des États-Unis. Comme nous l'avons appris grâce à tous ces documents, l'équipe d'Hillary Clinton n'a pas réussi à arrêter Trump. Comme Trump l'a lui-même dit, il pourrait tirer sur quelqu'un à Manhattan sans que cela n'affecte sa position dans les sondages. Donc, en somme, ils ont supposé que le relier à la Russie serait la kryptonite qui le ferait tomber.

C'est ce dont Obama avait également été informé par la CIA. C'est pourquoi Clinton fabriquait ces liens. Mais mon point est que c'était une querelle interne aux États-Unis — et pourtant, l'histoire de l'ingérence russe est née, avec des conséquences considérables. Je suis profondément convaincu que sans le Russiagate, nous n'aurions peut-être pas eu de guerre en Ukraine non plus. Même en 2020, lors de la nouvelle élection, on a vu un phénomène similaire avec le scandale de l'ordinateur portable de Biden. Cela aurait probablement coûté l'élection à Biden. Alors, qu'ont fait les Américains ? Eh bien, ils ont « russifié » l'affaire — ils ont entraîné la Russie dans toute cette querelle interne, alors qu'elle n'y était pour rien.

Donc, il y avait ces 51 agents du renseignement qui mentaient, affirmant que, vous savez, la Russie avait laissé ses empreintes partout. Il n'y avait pourtant aucune trace. Et plus tard, ils ont essayé de revenir sur leurs propos. Mais les médias ont répété l'histoire, et les réseaux sociaux ont pratiqué la censure. Je veux dire, Twitter avait même suspendu tout le compte du New York Post à ce moment-là. Bien sûr, on ne pouvait même pas partager le lien. Facebook a fait la même chose — ils ont modifié l'algorithme pour que les gens ne puissent pas le voir. Plus tard, Zuckerberg a dit que le FBI

le leur avait demandé. Donc, encore une fois, on a cette histoire fabriquée sur la Russie pour dissimuler la corruption et les scandales internes aux États-Unis. Et encore une fois, c'est le rôle du bouc émissaire.

Et cela a encore davantage détruit la stabilité internationale, car le public a fini par être convaincu que les Russes menaient une sorte de guerre hybride contre eux. Quoi qu'il en soit, on a l'impression que nous pourrions à nouveau emprunter cette voie. Nous avons donc ce scandale — Trump a essayé de le balayer d'un revers de main en le qualifiant de canular. Or, il est désormais très clair que ce n'en est absolument pas un. Et il semble que l'impulsion soit encore une fois de "Russiagate" l'affaire — faire comme si c'était un agent russe. Ainsi, au lieu de faire le ménage en interne, la solution devient d'affronter la Russie. Ne remettons pas en question nos élites. Penses-tu que nous pourrions à nouveau suivre cette voie, ou crois-tu que les médias ont désormais épuisé leur crédibilité ?

#John Helmer

Eh bien, je pense que tu l'as très bien dit, Glenn, et je ne peux qu'être d'accord avec ton analyse sur la façon dont la guerre de propagande renforce la guerre impériale. Ce que j'ajouterais, en parlant du point de vue russe, est un peu différent. La propagande est toujours un sous-produit — la manifestation en surface de conflits sous-jacents entre forces économiques et militaires. Et dans cette guerre en particulier, il faut dire que la force militaire russe est en train de l'emporter sur ce champ de bataille. Si le Kremlin la laisse se poursuivre, sans parvenir à un accord de négociation avec les Américains qui tirent profit de cette guerre de propagande, le résultat sera la fin de l'expansion de l'OTAN vers l'est — du moins sur ce front.

La Russie comprend parfaitement bien — et je n'ai pas besoin de vous le dire — que la guerre se poursuivra sur le front polonais, sur le front finlandais, partout. La guerre s'intensifie en ce moment en mer et aussi dans l'Arctique, du Groenland au Canada et jusqu'à l'Extrême-Orient. Ainsi, la Russie est confrontée au problème épineux de devoir gagner sur un champ de bataille afin de pouvoir continuer à se battre efficacement sur tous les autres. La propagande aux États-Unis n'a aucune importance. La contre-propagande russe — même la vérité — n'a aucune importance à ce niveau de guerre. Les armes comptent. La force compte.

La vérité a depuis longtemps cessé de convaincre les régimes européens—tous politiquement faibles—de renoncer à cela. Il n'importe donc guère qu'il y ait à Londres ou à Washington une force qui tienne la Russie pour responsable de ceci ou de cela. Cela n'aura tout simplement aucune importance. Ce qui est bien plus fondamentalement problématique, c'est qu'il existe à Moscou une faction qui croit que les intérêts de la Russie seront servis par une coopération commerciale—une coopération économique—la soi-disant formule d'Anchorage—avec les éléments mêmes de l'administration Trump qui se sentent le plus menacés par, disons, le dossier du Trésor sur Epstein.

S'ils refusent de poursuivre par crainte de voir se défaire les combines illégales impliquant nombre de leurs propres donateurs de campagne — s'ils refusent de poursuivre, ils refusent aussi de révéler — alors oui, il est très probable qu'ils cherchent des boucs émissaires. Et ils ne peuvent pas prendre le gouvernement israélien pour bouc émissaire. Ils ne peuvent pas accuser le Mossad. Ils peuvent inventer toutes sortes de théories sataniques. Ils peuvent s'en prendre à des individus en les qualifiant de pervers sexuels. Ils peuvent s'en prendre aux démocrates. Et Bill Clinton n'a pas seulement pris l'avion d'Epstein ; j'ai eu des sources qui m'ont parlé de ses aventures aériennes à caractère sexuel dans des stations balnéaires mexicaines. Rien de nouveau à cela. Mais on peut s'attendre à ce genre de propagande. Le problème russe, c'est : peut-on conclure des accords de coopération économique à long terme avec ce type de personnes ?

Ce n'est pas leur caractère moral qui est en cause ; c'est le fait qu'ils concluent des accords et violent malgré tout leur parole. C'est cela qui se joue en ce moment. Et si nous avons à Moscou une faction qui dit qu'on peut faire des affaires comme d'habitude avec ces gens-là, et une autre faction qui dit non, non — ces gens-là — ce n'est pas parce qu'ils sont sataniques, ce n'est pas à cause de leurs perversions sexuelles, ce n'est pas parce qu'ils maltraitent les femmes. Tout cela peut être vrai, mais c'est sans rapport avec leurs plans de guerre pour la Russie. Et ces plans de guerre visent à la désintégration de la Russie, comme ils l'ont toujours fait depuis 1917, et certainement depuis 1945. Donc... je suis d'accord avec toi, Glenn. La propagande semble avoir, à elle seule, une force politique.

Mais les dossiers financiers d'Epstein montrent que la propagande est essentiellement financée — dirigée par l'argent et le pouvoir politique — et qu'en fin de compte, le pouvoir politique repose sur la puissance militaire. En ce moment, la Russie gagne sur un champ de bataille, mais elle sape la confiance qu'elle avait bâtie avec ses alliés : le président Xi de Chine, le Premier ministre Modi de l'Inde, Kim en Corée du Nord, Raúl Castro à Cuba et les Gardiens de la révolution en Iran. La Russie met en péril ses alliances pour une guerre mondiale qui pourrait se prolonger indéfiniment, en essayant de faire croire qu'on peut conclure un accord partiel tout en conservant l'attitude de routine du personnage Epstein. Et il n'est pas nécessaire d'épingler les visites de Howard Lutnick avec ses enfants, ses épouses et ses nounous sur l'île — ce n'est pas la question.

Il se peut qu'il ait ou non visité l'île, mais la structure financière des personnes qui ont mis Trump au pouvoir — et qui tirent profit de la guerre contre la Russie, du « Dôme doré » dans l'espace, des murs tarifaires — toute cette structure d'agressivité impériale contre la Russie, l'Inde, la Chine, la Corée, l'Iran, Cuba, le Venezuela, tout cela est en train d'être révélé. Et peu importe quelles diversions propagandistes la presse américaine invente. Ce qui importe, ce sont les décisions que le président Poutine hésite à prendre en ce moment : les conditions pour mener la guerre courte jusqu'aux élections de mi-mandat en Russie, et la guerre plus longue pour l'avenir — pour la succession présidentielle en Russie. Du point de vue russe, la théorie de Douguine selon laquelle le monde est satanique ne mène nulle part, à moins qu'il ne devienne chrétien orthodoxe selon sa propre conception.

Nous n'irons nulle part avec l'idée, je pense, du « business as usual » comme moyen d'alléger la pression des sanctions qui pèse sur nous. Celles-ci vont continuer. Ce sur quoi nous devons nous concentrer, c'est que nous ne faisons pas partie de ce système — la Russie n'a joué pratiquement aucun rôle immoral ou sexuel dans l'ensemble des dossiers du ministère de la Justice. La Russie peut en gros demander : peut-on mener une quelconque négociation avec les Américains de cette manière, avec une structure financière de ce type ? Pourquoi nous, ou les Chinois, les Indiens, les Coréens, leur ferions-nous confiance pour conclure un tel accord ? C'est un problème très sérieux aujourd'hui. Cela ne minimise pas les immoralités ni les culpabilités. Cela ne suggère en rien que les abus envers les femmes soient tolérés. Non — ce que nous disons, c'est que ce système de perversion n'est qu'une petite partie de l'asservissement impérial plus vaste que la communauté américaine veut imposer à la Russie.

#Glenn

Eh bien, merci d'avoir partagé vos réflexions à ce sujet. Je laisserai un lien vers votre article dans la description, car il vaut vraiment la peine d'être lu. Merci beaucoup d'avoir pris le temps.

#John Helmer

Merci, Glenn. Merci de m'avoir invité.